



Sélection à l'université: le gouvernement au pied du mur

Des négociations sont en cours entre les syndicats étudiants et le gouvernement pour éviter, à la rentrée 2018, le tirage au sort dans les filières saturées. Une vraie gageure dans un contexte tendu.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, négocie avec les syndicats étudiants pour trouver une alternative au tirage au sort des étudiants à l'entrée de l'université dont Emmanuel Macron ne veut plus. Ils ont jusqu'à fin octobre pour s'entendre. Les discussions sont tendues même si, pour l'heure, le gouvernement est très prudent.

Pour le moment, autour de la table des négociations, les partisans d'une sélection à l'entrée de la première année sont minoritaires. La Conférence des présidents d'université martèle que des prérequis sans un minimum de contrainte, «*ça ne marchera pas*». En attendant, le gouvernement a débloqué 700 millions d'euros pour faire face aux 40 000 étudiants supplémentaires.

→ LEYTE: « UN EXAMEN D'ENTRÉE POUR ÉVITER LE GÂCHIS HUMAIN »

→ À TOLBIAC, L'IMPOSSIBLE ÉQUATION DU SURCROÏT D'ÉTUDIANTS

→ EN ALSACE, LA TRÈS PRISÉE FILIÈRE STAPS JONGLE AVEC DES PROFILS « HÉTÉROGÈNES »

→ APB: 3 000 BACHELIERS TOUJOURS SUR LE CARREAU

PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



Sélection à l'université: la marge très étroite du gouvernement

En pléines négociations pour éviter le tirage au sort l'an prochain, il débloque 700 millions d'euros.

MARIE-ESTELLE PECH @MariEstellePech

UNIVERSITÉS Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation fera partie en 2018 des rares privilégiés qui verront leur budget augmenter. Quelque 700 millions d'euros supplémentaires ont été annoncés jeudi par la ministre Frédérique Vidal par rapport au budget 2017, alors que ce dernier avait déjà été augmenté de 715 millions d'euros par rapport à 2016. Soit un total de 23,8 milliards d'euros, avant que le gouvernement ne coupe cet été 330 millions d'euros dans le cadre des économies prévues pour contenir le déficit public à 3 %.

« C'est la preuve de la confiance qui est placée dans la jeunesse et dans l'avenir », a souligné la ministre. Mais cette hausse, espérée depuis plusieurs semaines par les présidents d'université, intervient surtout à un moment de haute tension. Ces derniers sont confrontés, cette rentrée, à un important afflux d'étudiants supplémentaires - 40 000 cette année - qui devrait croître encore jusqu'à 2022 pour des raisons démographiques. Beaucoup se disent en difficulté budgétaire récurrente. Et ils seront en première ligne pour accompagner la réforme du premier cycle universitaire promise par le gouvernement, potentiellement explosive avec la mise en place de prérequis à l'entrée à l'université. Pour le Snesup, principal syndicat d'enseignants du supérieur, cette annonce, « inévitable en raison de l'augmentation du nombre d'étudiants »,

a aussi été faite par le gouvernement pour « calmer une rentrée » sociale potentiellement compliquée: la crainte d'un mouvement étudiant venant rejoindre celui qui s'oppose aux ordonnances sur la loi travail n'est pas écartée.

Alternative au tirage au sort

La Conférence des présidents d'université (CPU) réclamait initialement un milliard d'euros. « C'est plutôt un signe positif, observe Gilles Roussel, président de la CPU. Cela signifie que nous faisons partie des priorités du gouvernement, même si ce n'est pas aussi haut que ce que l'on pouvait espérer. » Le premier syndicat étudiant, la Fage, s'est félicité de cette augmentation « qui consacre une prise de conscience du gouvernement de l'urgence dans laquelle se trouvent les universités ». Reste à savoir comment cet argent va se répartir entre la recherche, à laquelle des augmentations ont été promises, et les universités. Une partie devrait être avalée par les mesures décidées par le précédent gouvernement, notamment l'augmentation du point d'indice et un certain nombre de mesures catégorielles. Les discussions en cours sur l'entrée à l'université ne sont pas faites pour rassurer des esprits prompts à s'échauffer, même si, pour l'heure, le gouvernement se veut toujours extrêmement prudent. Les onze groupes de travail se sont pour le moment chacun réunis au moins une fois. Ils ont jusqu'à fin octobre pour trouver une alternative au tirage au sort dont Emmanuel Macron

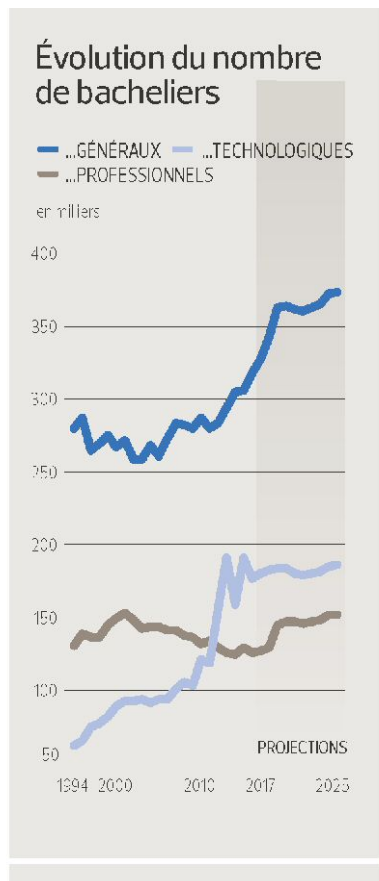
ne veut plus entendre parler.

Pour le moment, autour des tables des négociations, les partisans d'une sélection à l'entrée de la première année sont minoritaires, même si, pour la CPU, des prérequis sans un minimum de contrainte, « ça ne marchera pas ». À écouter une partie des organisations syndicales d'enseignants et d'étudiants (CGT, Unef, FSU, SUD), il n'y aurait plus de problèmes si l'État augmentait ses capacités d'accueil à l'université à coups de milliards d'euros. Le contexte budgétaire actuel rend peu probable une telle solution, d'autant plus que la très faible réussite des bacheliers - 30 % seulement parviennent à obtenir leur licence en trois ans - resterait inchangée, avec son gâchis humain.

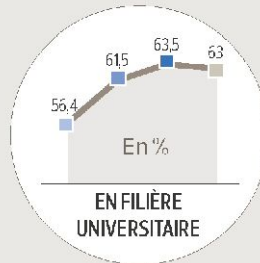
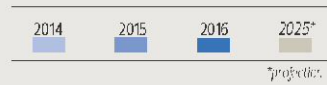
Reste la solution intermédiaire vers laquelle semblent logiquement se diriger la concertation et le gouvernement: améliorer l'orientation et l'information tout au long du lycée, offrir plus de places dans l'enseignement court aux bacheliers technologiques et professionnels, créer des années de remise à niveau pour les bacheliers les plus fragiles. Cette dernière option reste toutefois très délicate car elle consisterait à allonger, dès le départ, la durée d'études des bacheliers les plus faibles. Pour certains syndicats étudiants, il s'agirait d'une « sélection qui ne dit pas son nom ». ■



Le centre Pierre-Mendès-France sur le site Tolbiac de l'université Paris-I et un des amphis, mardi, surchargé d'étudiants. L.-C. MAHMOUD / LE FIGARO



Taux de poursuite des bacheliers généraux...



dont

